

Battre l'extrême-droite, et gagner des avancées sociales !



Le 30 juin et le 7 juillet 2024

A Créteil, le 24 juin 2024

À la suite de l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale et au score élevé de l'extrême-droite aux élections européennes, jamais le « FN » devenu « RN » n'a été aussi proche du pouvoir. Face à cette menace, **toute la CGT, fidèle à son histoire antifasciste, se mobilise pour lutter contre les idées de haine et d'exclusion.** Pour notre syndicat, l'extrême-droite raciste, antisémite, homophobe et sexiste, a toujours été à part et continue de l'être malgré quelques tentatives d'enfumage.

Nous entendons parfois : « **on ne les a pas essayés** ». Pourtant dans l'Histoire de France, dans celles d'autres pays du monde, elle a gouverné et à chaque fois ça s'est mal terminé. Il suffit de voir ce que les élu.es RN proposent et votent pour savoir ce qu'ils feraient au pouvoir : contre l'augmentation du SMIC, contre la taxe sur les superprofits, contre l'augmentation du point d'indice, le recrutement des sapeurs-pompiers, contre l'augmentation des moyens alloués aux hôpitaux, baisse des ressources pour la Sécurité Sociale, etc...

En tant qu'agent.es du service public, nous ne pouvons qu'être inquiet.es. Le RN promet la baisse d'impôts (même des plus riches...), sans aller chercher l'argent là où il est, à savoir chez le Patronat et les actionnaires. Les services publics ne seront donc plus financés alors que les besoins sont immenses pour les soins, l'école, la Justice comme pour nos services publics territoriaux.

Nous, agent.es du service public, défendons un service public qui accueille tous et toutes les habitant.es, quelque soient leur origine, leur opinion, ou leur moyens financiers. Nous ne pouvons pas accentuer la casse du service public, que ce soit pour les usager.es ou pour nos conditions de travail !

Bien entendu, le Président Macron et son gouvernement (et même d'autres avant) sont en grande partie responsable de la situation sociale, du désespoir et de la montée des haines. Battre l'extrême-droite, ce n'est donc pas continuer la politique qui sert le Capital et pas les salarié.es, les privé.es d'emploi, les retraité.es, les étudiant.es.

Les syndicats CGT des collectivités territoriales réuni le 21 juin appelle, dans cette situation exceptionnelle, à voter les 30 juin et 7 juillet, pour le programme du « Nouveau Front Populaire », parce qu'il porte un certain nombre de nos revendications, comme l'augmentation immédiate de 10% du point d'indice, l'abrogation de la réforme des retraites (pour revenir à 60 ans), et le développement des services publics. La CSD CGT 94 invite tous les syndicats à poursuivre à être dans la bataille contre l'extrême-droite et pour des avancées sociales. Toutefois, ce n'est pas un « chèque en blanc », et si le « Nouveau Front Populaire » gagne, nous continuerons bien entendu à porter nos revendications, comme l'abrogation de la Loi de Transformation de la Fonction Publique, la baisse du temps de travail à « 32h » et reconnaissance des pénibilités.

La CSD CGT 94